

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TELEHOUSE EUROPE

137 Boulevard Voltaire
75011 Paris

Code AIOT : 0006513131

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement TELEHOUSE EUROPE implanté ZAC de Gomberville 1, Rue Pablo Picasso 78114 Magny-les-Hameaux. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TELEHOUSE EUROPE
- ZAC de Gomberville 1, Rue Pablo Picasso 78114 Magny-les-Hameaux
- Code AIOT : 0006513131
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site appartient et est exploité par TELEHOUSE depuis 2009 en tant que centre de données.

Le site TH3 est actuellement composé de deux parties :

- partie Sud : localisée au niveau des anciens bâtiments militaires et composant le centre de données d'origine ;
- partie Nord : localisée au niveau des anciennes pelouses au Nord et regroupant les bâtiments P0, P1 et P2. Le bâtiment nommé P5 est actuellement en construction.

Le site dans sa configuration actuelle comporte les éléments suivants :

- 13 bâtiments sur la partie Sud (A, B, C, C', D, E, F, G, H, U, U', S, T) ;
- 3 bâtiments sur la partie Nord (P0, P1 et P2) + travaux de construction du bâtiment P5,;
- 5 cuves enterrées de fioul (deux de 60 m³ sur la partie Sud et trois de 80 m³ sur la partie Nord) ;
- 2 aires de dépotage (une sur la partie Sud et une sur la partie Nord) ;
- trottoirs, voies de circulation, quai de livraison ;
- des dispositifs de défense incendie (poteaux incendie) ;
- espaces végétalisés et aménagements paysagers ;
- parkings.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Mesures d'Évitement, de Réduction et de Compensation	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 4.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois et 3 mois
6	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.1.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 1.6	Sans objet
7	Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 6.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'équipe d'inspection rendent compte d'une maîtrise par l'exploitant de ses installations.

La gravité des non-conformités identifiées et les enjeux associés restent faibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 1.6

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation des installations

Prescription contrôlée :

Les groupes électrogènes ne fonctionnent qu'en secours de l'alimentation électrique principale, ainsi que lors des tests en fonctionnement réel et des opérations de maintenance, dans les conditions prévues par le présent article.

Afin d'assurer leur bon fonctionnement en cas de coupure électrique, les groupes électrogènes sont testés :

- pour les groupes électrogènes du bâtiment P2 [...] : au démarrage des installations, lors de la réception du bâtiment ;
- pour l'ensemble des groupes électrogènes, lors de tests ou d'opérations de maintenance d'environ 1 heure par mois et par groupe électrogène, avec un maximum de 30 heures par an par groupe électrogène.

Les périodes de tests des groupes électrogènes du site sont optimisées pour émettre le moins possible :

- Les groupes électrogènes de la partie Sud, de P1, de P2 [...] ne sont pas testés en même temps (phases de tests différées entre partie Sud, partie Nord P1, partie Nord P2 [...]) ;
- Les groupes électrogènes sont testés en journée, et en dehors des périodes des pics de pollution annoncés par la Préfecture.

[...]

Sur la partie Nord, les bâtiments P1, P2 [...] disposent de 3 groupes électrogènes de secours chacun. Ces groupes électrogènes fonctionnent uniquement :

- lors de défaillance du réseau électrique principal (les 3 groupes électrogènes sont susceptibles de fonctionner en simultané pour chacun des bâtiments, respectivement à 80 %, 80 % et 30 % de leur charge nominale) ;
- lors des opérations périodiques de tests et de maintenances (test des 3 groupes électrogènes, 1 par 1 à 100 % de charge ou 3 en même temps à 33 % de charge, environ 1 heure par mois pour chaque groupe électrogène, et au maximum 30 heures par an par groupe électrogène).

L'exploitant tient un registre de l'ensemble des tests effectués sur les groupes électrogènes et des éventuels dysfonctionnements constatés et actions correctives réalisées. Ce registre est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant explique que les groupes électrogènes présents sur le site de TELEHOUSE ne fonctionnent qu'en secours et lors des tests de fonctionnement.

La fréquence des tests des groupes électrogènes est mensuelle, mais l'exploitant explique ne pas réaliser d'essais en août, ayant eu par le passé des difficultés à contacter ses prestataires lorsque des problèmes survenaient à la suite de tests réalisés durant ce mois, ce qui porte le total des tests par groupe électrogène à 11 par an.

L'exploitant déclare que lors des tests, chaque groupe électrogène fonctionne pendant 45 minutes environ. Les groupes électrogènes d'un même bâtiment sont testés au cours de la même journée, l'un après l'autre, entre 6h00 et 8h30 dans la matinée. Ils sont testés à 100% de la charge des installations au moment de l'essai.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant si les pics de pollution sont pris en compte lors de la réalisation des essais. L'exploitant explique que ce n'est actuellement pas le cas, car le planning des tests des groupes électrogènes de l'année n est envoyé à ses clients au cours de chaque mois de décembre de l'année $n-1$, et qu'en cas d'annulation d'un des tests, celui-ci ne peut être reprogrammé que sous 45 jours au plus tôt, car l'exploitant est contractuellement contraint de prévenir ses clients au minimum 45 jours à l'avance des dates des essais des groupes électrogènes (ces opérations entraînant des risques opérationnels). Un report des tests pour cause de pic de pollution entraînerait un décalage des essais d'au minimum 45 jours, et rendrait impossible la réalisation d'un test mensuel, comme demandé par le présent arrêté.

Les tests effectués sont consignés dans un registre, qui liste tous les démarrages des groupes électrogènes, qu'ils soient liés à des essais planifiés ou à des incidents nécessitant le démarrage de ceux-ci.

L'équipe d'inspection procède par échantillonnage et demande à l'exploitant de lui présenter les rapports des tests de juillet 2025 réalisés sur les groupes électrogènes des bâtiments P1 et P2. L'équipe d'inspection consulte ainsi les rapports d'essai des groupes électrogènes des bâtiments P1 et P2 réalisés le 22 juillet 2025, respectivement de 06h31 à 8h16 et de 8h40 à 10h27 selon les procédures TH3_MAGNY-2_P1_CFO_GELA_SOP_1M et TH3_MAGNY-2_P2_CFO_GELA_SOP_1M. Ces essais se sont déroulés sans que l'exploitant ne constate d'écart.

Les groupes électrogènes du bâtiment P2 ont également été testés lors de la réception du bâtiment. Ce test est consigné dans le rapport d'essai N4 - Test en charge GEA du 24 mars 2025 (rapport n°00005 pour le groupe électrogène A, 00006 pour le B et 00007 pour le C). Les dysfonctionnements, anomalies et actions correctives y sont bien consignés.

L'équipe d'inspection comprend des explications de l'exploitant que la rédaction de la prescription n'est pas appropriée. La formulation laisse en effet entendre à l'exploitant que les tests doivent être effectués avec une fréquence mensuelle. Or, l'intérêt de la protection de l'environnement n'est pas d'augmenter la fréquence ou la durée de ces tests mais, bien au contraire, de les limiter au strict minimum pour permettre à l'exploitant de respecter ses engagements contractuels tout en limitant leurs impacts sonore, olfactif et sur la qualité de l'air. La prescription doit être réécrite et laisser clairement le choix à l'exploitant de la fréquence et la durée des tests de ses groupes électrogènes, la seule limite étant que chaque équipement ne fonctionne pas plus d'un certain temps par mois et par an.

Cette prescription fera l'objet d'un **arrêté préfectoral complémentaire** afin d'être modifiée

ultérieurement ; l'exploitant peut proposer une formulation qui lui paraît plus adaptée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à intégrer à sa procédure de réalisation des essais des groupes électrogènes une vigilance par rapport aux éventuels pics de pollution annoncés par la préfecture. Ceci peut éventuellement passer par une programmation surnuméraire d'essais, dont seuls ceux réunissant les bonnes conditions de réalisation sont finalement effectués, ou tout autre disposition organisationnelle permettant de respecter la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 3.1

Thème(s) : Autre, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation en eau.

Les approvisionnements en eau proviennent exclusivement du réseau public de distribution d'eau potable. Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal
		Annuel (m ³ /an)
Réseau d'eau	Magny-les-Hameaux	1000

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif anti-retour évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés, réguliers et préventifs du bon état et du bon fonctionnement de ce dispositif.

Constats :

L'exploitant explique que le plus gros poste de consommation d'eau sur le site sont les humidificateurs, permettant de contrôler l'hygrométrie de l'air distribué par les centrales de traitement de l'air des différentes salles informatiques. L'équipe d'inspection consulte le bilan mensuel des consommations en eaux réalisé par l'exploitant. Ce bilan montre que la consommation du site en phase d'exploitation est d'environ 15 m³/mois.

Cependant, l'équipe d'inspection constate que l'un des compteurs, sorti du calcul global des consommations du site par l'exploitant, affiche des consommations de plus de 150 m³ par mois, pour un total de 1335 m³ sur la période de janvier à août 2025. L'exploitant précise que ces consommations sont engendrées par les travaux de construction en cours sur le site, plus précisément le coulage des différentes dalles. L'exploitant déclare que les travaux de coulage de dalles prendront fin en septembre, et que les consommations en eaux reviendront à la normale.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui présenter les plans des réseaux d'eaux usées et

pluviales du site. L'équipe d'inspection identifie bien les dispositifs anti-retour sur le plan, l'un pour les eaux usées, l'autre pour les eaux pluviales. La présence d'un tel dispositif sur le réseau d'eau potable n'a, pour sa part, pas été vérifié. L'exploitant admet cependant ne pas réaliser de contrôle du bon fonctionnement de ces équipements.

Non-conformité n° 20250917-NC-01 :

L'exploitant ne réalise pas de contrôle des dispositifs anti-retour, évitant le retour d'eau pouvant être polluée.

L'exploitant doit, **sous 3 mois**, réaliser le contrôle du bon fonctionnement de ces dispositifs, et les intégrer à son plan de maintenance selon une fréquence qu'il fixera.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assurera que la consommation en eau retrouve des niveaux conformes aux dispositions réglementaires à partir de la fin des opérations de coulage de dalles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Mesures d'Évitement, de Réduction et de Compensation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 4.2

Thème(s) : Autre, Suivi de la mise en œuvre des mesures ERC au titre de la biodiversité

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse à l'Inspection des installations classées le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation et de leur suivi, conformément aux engagements pris dans le dossier de demande d'autorisation environnementale à la fréquence suivante :

- 12 mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté ;
- Puis tous les 5 ans.

Il tient notamment à la disposition de l'Inspection des installations classées tous les éléments de preuve de la mise en œuvre des mesures compensatoires, notamment les mesures prévues pour :

- La renaturation du site ;
- L'intégration paysagère du projet dans son environnement ;
- L'installation de refuges pour la petite faune.

Constats :

L'exploitant explique que le bilan de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC), définies dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, est réalisé par le cabinet EODD pour celles concernant la phase de travaux. Un écologue du cabinet se rend en effet sur le site tous les 2 mois afin de suivre l'impact du chantier sur la faune et la flore, et réalise le suivi de la mise en place de ces mesures à cette occasion.

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les rapports des mois d'octobre et décembre 2024,

ainsi que celui de février 2025, tous réalisés par le cabinet EODD. Ces rapports renseignent sur le suivi des mesures relatives aux espèces exotiques envahissantes, aux pièges mortels pour la faune, aux déchets sur le chantier, etc.

En revanche, l'exploitant admet ne pas avoir réalisé de bilan de la mise en œuvre des mesures ERC en phase d'exploitation.

Non-conformité n° 20250917-NC-02 :

L'exploitant n'a pas fourni de bilan de la mise en œuvre des mesures ERC en phase d'exploitation dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté du 18 décembre 2023. L'exploitant doit, **sous 3 mois**, réaliser le bilan de la mise en œuvre des mesures ERC et de leur suivi en phase d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu

Prescription contrôlée :

Le site est aménagé et les bâtiments construits conformément aux dispositions constructives détaillées dans l'étude de dangers. Notamment :

- Les parois séparant les bâtiments P1 et P2 [...], présentent des caractéristiques REI 120 ;
- les locaux batteries, les locaux groupes électrogènes et les locaux des nourrices sont traités coupe-feu 2 heures (parois et portes EI120 et structures porteuses REI120) ;
- les salles informatiques et les locaux électriques (hors locaux de batteries) sont traités coupe-feu 1 heure (parois et portes EI60 et structures porteuses REI60) ;
- Les locaux batteries disposent :
 - de portes intérieures munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
 - d'une couverture incombustible ;

[...]

- Les locaux de charge, les locaux de plus de 300 m² en rez-de-chaussée et en étage, les locaux de plus de 100 m² aveugles ainsi que les escaliers comportent un dispositif de désenfumage naturel ou mécanique. Le local abritant les groupes électrogènes, les locaux des nourrices, les locaux batteries et les salles informatiques sont notamment dotés d'un désenfumage mécanique ;
- Le sol des bâtiments est formé ou recouvert de matériau non susceptible de créer des étincelles par frottement ou par choc d'objet métallique ;
- Le sol des locaux batterie est en béton étanche avec un revêtement anti-acide ;
- Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la

nature explosive ou inflammable des produits ;

- Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms ;
- les mesures relatives au risque de retrait-gonflement des argiles sont mises en place.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées

Constats :

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les documents du Dossier des Ouvrages Exécutés pour le bâtiment P2, permettant de répondre aux dispositions de l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2025, notamment :

- les documents TH3_P2_DOE_STR_02.1c_SAD_PLN_L1_00003_A - PH R+1 - *Coffrage* et TH3_P2_DOE_STR_02.1c_SAD_PLN_L2_00004_A - PH R+2 - *Coffrage (plans)*, attestant que les parois séparant les bâtiments P1 et P2 présentent des caractéristiques REI120 ;
- les documents TH3_P2_DOE_STR_02.1c_SAD_PLN_B1_00002_A - PH SOUS SOL 167.50 - *Coffrage*, TH3-P2-DOE-CLC-03.4-DOO-PLN-B1-00003-A - *Plan de repérage portes métalliques B1* et TH3-P2-DOE-CLC-03.4-DOO-FT-TN-00008-A- *fiche technique bloc portes Pyroplus 120* attestant que les locaux groupes électrogènes et les locaux nourrices sont traités coupe-feu 2 heures (parois et portes EI120 et structures porteuses REI120) ;
- les documents TH3_P2_DOE_SOE_4-6_IND_PLN_B1_1000_B (plan des locaux batteries) et TH3-P2-DOE-CLC-03.4-DOO-PLN-B1-00003-A - *Plan de repérage portes métalliques B1* attestant que les locaux batteries sont traités coupe-feu 2 heures (parois et portes EI120) ;
- les documents TH3_P2_DOE_STR_02.1c_SAD_PLN_L1_00003_A - PH R+1 - *Coffrage*, TH3_P2_DOE_STR_02.1c_SAD_PLN_L2_00004_A - PH R+2 - *Coffrage*, TH3_P2_DOE_SOE_4-6_IND_PLN_B1_1000_B + PV: TH3_P2_DOE_SOE_4-6_IND_PLN_B1_1000_B, TH3_P2_DOE_SOE_4-6_IND_PLN_L1_1001_B + TH3_P2_DOE_SOE_4-6_IND_PLN_L2_1002_B, TH3-P2-DOE-CLC-03.4-DOO-PLN-B1-00003-A - *Plan de repérage portes métalliques B1*, TH3-P2_DOE_CLC_03.4_DOO_PLN_L1_05_A - *Plan de repérage portes métalliques L1* et TH3-P2_DOE_CLC_03.4_DOO_PLN_L2_06_A - *Plan de repérage portes métalliques L2*, attestant que les salles informatiques et les locaux électriques (hors locaux batteries) sont traités coupe-feu 1 heure (parois et portes EI60 et structures porteuses REI60) ;
- le document TH3-P2-DOE-CLC-03.4-DOO-FT-TN-00018-A-FERME-PORTE_BRAS_GLISSIÈRE-MODÈLE_TS-3000V (*ferme-porte locaux batteries*) attestant que les locaux batteries disposent : de portes intérieures munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique et d'une couverture incombustible. L'équipe d'inspection constate la présence de ces fermes-portes sur l'ensemble des portes du bâtiment P2 ;
- le document TH3-P2-DOE-CVC-06.4-CAP-SYN-TN-0602-89-A-Synoptique *Désenfumage* attestant que les locaux de charge, les locaux de plus de 300 m² en rez-de-chaussée et en étage, les locaux de plus de 100 m² aveugles ainsi que les escaliers comportent un dispositif

de désenfumage naturel ou mécanique. Le local groupe électrogènes, les locaux des nourrices, les locaux batteries et les salles informatiques sont notamment dotés d'un désenfumage mécanique ;

- le document TH3-P2-DOE-SOE-04.5-AEC-PLN-B1-00010-A-Niveau Sous-sol Phase P2 - Sol, plan indiquant que le sol des bâtiments est recouvert d'une peinture à base de résine, matériau non susceptible de créer des étincelles par frottement ou par choc d'objet métallique ;
- le document TH3-P2-DOE-SOE-04.5-AEC-FT-SN-00008-B - fiche technique de la résine de sol utilisée dans les locaux batterie, spécifiant que celle-ci présente une grande résistance chimique et mécanique, sans préciser s'il s'agit d'un revêtement anti-acide ;
- le document TH3-P2-DOE-GES-08.0-CAP-FE-L0-00009-A *Fiche d'Essais N°2B Cuve Ges*, attestant que les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits ;
- le rapport TEA220269_P002_VA_Magny-les-hameaux, informant que des mesures relatives au risque de retrait gonflement sont bien mises en place, à savoir la suppression de toute végétation à proximité immédiate de l'ouvrage (ou la mise en place d'un écran anti-racine), la réalisation d'un réseau avec des matériaux flexibles et des raccords souples, la mise en place d'un trottoir périphérique et/ou géomembrane d' 1m50 de large pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des murs de façade et l'assurance de la bonne étanchéité des canalisations enterrées ainsi que le bon fonctionnement des drainages.

L'exploitant n'a cependant pas été en mesure de présenter des documents indiquant que les installations de transfert fixe de liquides inflammable sont mises à la terre.

Non-conformité n° 20250917-NC-03 :

La fiche technique de la résine utilisée pour le sol du local batterie ne précise pas son caractère anti-acide, et l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un document attestant que les installations de transfert de liquides inflammables sont reliées à la terre.

L'exploitant doit, **sous 1 mois**, fournir un document attestant que cette résine dispose bien de propriétés anti-acide, ainsi qu'un document indiquant que les installations de transfert fixe de liquides inflammables sont bien reliées à la terre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages

Prescription contrôlée :

L'installation comporte les stockages et leurs barrières de sécurités listés dans le tableau suivant :

Stockage	Dispositions spécifiques		
	Nature des produits stockés	Quantité	Dispositions de prévention
Cuves enterrées de fioul	Fioul domestique	Pour l'alimentation du bâtiment U : 2 cuves enterrées de 60 m ³ chacune; Pour l'alimentation des bâtiment P1, P2 et P5 : 3 cuves enterrées de 80 m ³ chacune.	Réservoirs en acier ; - Paroi double peau ; - Ne sont pas surmontées d'un bâtiment - Détection de fuite avec report d'alarme ; - Limiteur de remplissage par flotteur ; - Rondes effectuées 3 fois par jour, notamment pour contrôler le remplissage des cuves ; - Alarmes de niveau haut et de niveau bas ; - Chaque réservoir est équipé d'un dispositif indépendant du limiteur de remplissage permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.
Cuves journalières de fioul / Nourrices	Fioul domestique	Bâtiment U : 2- Localisées dans un local nourrices (réservoirs dédiés hors du local groupe journaliers) de 1,5 m ³ chacune ; Bâtiment P1 : 2- électrogènes ; nourrices de 3 m ³ chacune ; Bâtiment P2 : 2- Arrêt du groupe nourrices de 3 m ³ chacune ; Bâtiment P5 : 2- électrogène en cas de nourrices de 3 m ³ chacune. fuite ; - Système de détection de fuite ; - Capacité de rétention équivalent à 120 % du volume stocké.	

Si des réservoirs enterrés sont proches, leurs parois respectives sont en tout état de cause distantes d'au moins 20 cm. Aucun stockage de matière combustible ne se trouve au-dessus d'un réservoir enterré. [...]

Tout passage de véhicules et tout stockage de matériaux divers au-dessus d'un réservoir sont interdits à moins que le réservoir ne soit protégé par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Un plan d'implantation à jour, des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes, est présent dans l'installation. Les réservoirs sont repérés par une signalétique les identifiant par un numéro, par leur capacité et par le produit contenu, placée à proximité des événements et à proximité des orifices de dépotage.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance de ces équipements. L'ensemble des stockages de fioul domestique est contrôlé une fois par an.

Constats :

Réservoirs enterrés

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection la fiche technique des cuves enterrées de fioul alimentant les bâtiments P1 et P2 (fiche technique datée du 18 février 2025). Ce document indique que les cuves ont un volume de 80 000 L, qu'elles sont en acier et qu'elles comportent une double peau, une détection de fuite avec report d'alarme et un limiteur de remplissage par flotteur. L'équipe d'inspection se rend au niveau de l'aire de dépotage et constate qu'aucun stockage n'est positionné au-dessus des réservoirs enterrés, et qu'aucune circulation de véhicule n'a lieu au droit de leur position.

L'équipe d'inspection observe la présence d'une signalétique indiquant le numéro des cuves au niveau des orifices de dépotage, ainsi qu'un affichage à aiguille permettant de connaître le niveau de remplissage des cuves enterrées. Les événements, quant à eux, ne comportent pas d'affichage.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de lui fournir le plan d'implantation des réservoirs. L'exploitant présente le plan T-TD22041, plan des cuves de stockage combustible, sur lequel les 3 réservoirs enterrés sont représentés. L'équipe d'inspection constate sur ce plan que les réservoirs sont bien séparés d'au moins 20 cm.

Dans le local groupe électrogène du bâtiment P2, l'exploitant indique à l'équipe d'inspection, sur l'interface homme-machine, les paramétrages déclenchant une alerte en cas de niveau haut ou de niveau bas sur les cuves de fioul. L'interface permet également de consulter, à tout moment, le niveau de remplissage des cuves.

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant si des contrôles sont réalisés sur les cuves de stockage de fioul.

L'exploitant explique réaliser des contrôles de fuite sur ses cuves (par la société PROCUVES, à fréquence décennale), ainsi que des analyses du fioul annuelles en laboratoire, permettant d'identifier d'éventuelles dégradations des cuves (par le laboratoire SGS, à fréquence annuelle).

L'exploitant présente les certificats d'inspections des deux cuves enterrées présentes sur la partie sud – plus ancienne- du site (certificats n°20240919NB pour la cuve n°1 et n°20240919NB-1 pour la cuve n°2), les contrôles sur les cuves de la partie nord du site n'ayant pas encore été réalisés depuis la mise en place de ces cuves. Ces contrôles ont été réalisés le 19 mars 2024 (les précédents contrôles remontant au 18 septembre 2023) et indiquent une absence de fuite sur les deux cuves. Quant aux rapports d'analyses du fioul contenu dans les cuves, ceux-ci attestent d'une absence de contamination, et donc de dégradation des cuves (échantillon prélevés le 08 janvier 2025, n° de dossier H2500028LH).

Non-conformité n° 20250917-NC-04 :

La signalétique repérant les réservoirs enterrés n'est pas présente à proximité des événements.

L'exploitant doit, **sous 1 mois**, procéder à la mise en place d'un affichage à proximité des événements des réservoirs enterrés, indiquant le numéro de la cuve, la capacité de celle-ci ainsi que le type de produit contenu.

Cuves journalières / Nourrices

L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de le conduire dans les locaux accueillant les nourrices journalières. Ces deux locaux, différents du local groupe électrogène, accueillent chacun une cuve journalière de 3000 L. Ces cuves sont positionnées au-dessus de bac de rétention d'une

capacité de 2850 L, comme l'atteste le document TH3_P2_DOE_GES_08_SDM_FT_B1_00010_A - fiche technique du réservoir journalier de fioul 3000L datée du 30 janvier 2025 .

Le système de détection en cas de fuite, à l'aide de câbles poreux positionnés au sol, est identique à celui utilisé dans le local groupe électrogène. Comme l'atteste le document TH3_P2_DOE_GES_08_SDM_ANF_B1_0002_B du 27 février 2025 intitulé "Analyse fonctionnelle fioul", le groupe électrogène est mis à l'arrêt en cas de détection de fuite sur la cuve journalière.

Non-conformité n° 20250917-NC-05 :

La capacité des rétentions positionnées sous les cuves de fioul journalière est de 2850 L, inférieur aux 3600 L demandés par les prescriptions de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2025 (120% du volume stocké au minimum)

L'exploitant doit, **sous 3 mois**, modifier ses procédés ou ses installations afin de satisfaire aux exigences de l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 09 avril 2025, en disposant d'une rétention d'un volume suffisant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois et 3 mois

N° 6 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/04/2025, article 6.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions

Prescription contrôlée :

[...]

En cas de fuite sur un groupe électrogène ou sur une nourrice, le local fait office de rétention avec un seuil de 2 à 3 cm dans le cas des bâtiments P1 et P2, [...].

[...]

En cas de déversement accidentel ayant rejoint le réseau de collecte des eaux pluviales, un ballon obturateur ou un dispositif équivalent disposé en amont du point de rejet sur le réseau d'évacuation d'eaux pluviales permet d'isoler le site du réseau communal et de maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ce dispositif. Le personnel est régulièrement formé à la mise en œuvre de ce dispositif et aux consignes visant à mettre le site sous rétention.

Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Leur bon fonctionnement est notamment testé annuellement.

[...]

En tout état de cause, l'ensemble des rétentions du site est disponible en permanence. Le volume des rétentions et le matériau dans lequel elles sont conçues sont en adéquation avec la nature et la quantité de produits liquides présents sur site. »

Constats :

L'équipe d'inspection constate que, dans le bâtiment P2, le local groupe électrogène et les locaux nourrices sont creusés sur plusieurs centimètres, afin qu'ils constituent eux-mêmes leur propre rétention. Dans le bâtiment P1, des batardeaux de quelques centimètres sont positionnés au niveau des portes pour assurer la rétention du local. L'équipe d'inspection constate que ces rétentions sont vides et disponibles.

L'exploitant explique qu'en cas de déversement accidentel ayant rejoint le réseau de collecte des eaux pluviales, les équipes du site actionnent un ballon obturateur afin d'isoler le site. Ce dispositif est actionnable à partir d'un poste de commande présent à l'entrée du site. Ce poste de commande n'est cependant pas signalé.

L'équipe d'inspection consulte le procès-verbal de la société Téléstop (PV n°BF#24-0102) à la suite de leur contrôle du ballon obturateur réalisé le 07 octobre 2024.. Ce PV indique que le dispositif est fonctionnel.

L'équipe d'inspection consulte le document indiquant la procédure à suivre pour mettre en œuvre ce dispositif (Procédure Obturateur n°PRO-MET-Magny-012 du 17 juin 2015).

La connaissance et la mise en œuvre des procédures d'urgence sont testées régulièrement, selon un programme intitulé "Planning drill test 2025". Ce planning liste 28 scénarios, dont le scénario 22, qui correspond à une évacuation des eaux d'extinction incendie. Ce scénario a été testé pour la dernière fois le 02 juillet 2025 et a fait l'objet d'un compte-rendu d'essai (document n°FOR-MAN-05-01-IDF), et n'est testé qu'une fois dans l'année d'après le planning. Par ailleurs, ce test était une formation théorique qui ne concernait qu'un seul technicien en cours de formation, et ne prévoyait par la mise en œuvre du ballon obturateur.

Non-conformité n° 20250917-NC-06 :

Le poste de commande du ballon obturateur n'est pas signalé, et le personnel n'est pas suffisamment formé à la mise en œuvre de ce dispositif.

L'exploitant doit, **sous 1 mois**, procéder à la mise en place d'un affichage permettant de signaler le poste de commande du dispositif obturateur, et programmer des formations régulières relatives à la mise en œuvre des dispositifs permettant de mettre le site sous rétention.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N° 7 : Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 6.2.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Coupure de l'alimentation en carburant**Prescription contrôlée :**

Des vannes permettent de couper l'alimentation en carburant :

- Sur la partie sud, la coupure d'approvisionnement en carburant du local est assurée par une vanne manuelle à l'extérieur du local ;
- Sur la partie nord, deux vannes permettent la coupure d'alimentation en fioul en amont (vanne pompier) et en aval (vanne police) des réservoirs journaliers :
 - en amont du réservoir journalier, le circuit est équipé d'une vanne « pompier » de coupure d'alimentation ;

-- en sortie du réservoir journalier, le circuit est équipé d'une vanne « police » interrompant l'alimentation (et le retour) du groupe électrogène.

Les vannes « pompiers » et « police » de la partie nord sont actionnées par un jeu de câbles mécaniques et de poignées de manœuvre sous boîtier bris de glace. Trois coffrets sont implantés en extérieur des locaux groupes électrogènes. Ils permettent de couper respectivement l'électricité, la vanne police et la vanne pompier des 3 groupes électrogènes du local correspondant.

Constats :

L'équipe d'inspection constate la présence, à l'extérieur du local groupe électrogène du bâtiment P2, des vannes "pompier" et "police", permettant la coupure de l'alimentation en fioul en amont et en aval des nourrices journalières.

Trois boîtiers supplémentaires, permettant de couper l'alimentation en électricité de chacun des groupes électrogènes, sont également présents à l'extérieur du local.

Type de suites proposées : Sans suite